



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général  
Délégation Interrégionale Grand-Est  
Département de l'Immobilier**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

### **Objet de la consultation**

**Mission de maîtrise d'œuvre relative à la rénovation des  
façades de l'Unité Educative en Milieu Ouvert (UEMO) de  
Chaumont (52)**

### **Acheteur – Pouvoir Adjudicateur**

État - Ministère de la Justice - Secrétariat Général –Délégation  
Interrégionale Grand-Est – Département de l'Immobilier de Nancy

### **Représentant du Pouvoir Adjudicateur**

Monsieur le Chef Adjoint du Département de l'Immobilier de Nancy

### **Date et heure limites de remise des dossiers de candidature et d'offre**

**16 juin 2025 à 12h**

**Charte**        
RELATIONS FOURNISSEURS  
ET ACHATS RESPONSABLES  
**SIGNATAIRE**

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Article 1 : objet de l'opération et de la consultation .....	3
Article 2. Conditions de la consultation .....	4
2-1. Définition de la procédure .....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots .....	4
2-3. Nature de l'attributaire - compétences demandées .....	4
2-4. Compléments à apporter aux Cahiers des Clauses Administratives Techniques Particulières .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2-5. Variantes à l'initiative de l'entreprise .....	4
(Art R2151-9 du code de la commande publique.) .....	4
2-6. Variantes demandées par le RPA .....	4
(Art R2151-10 du code de la commande publique.) .....	4
2-7. Délai de validité des offres .....	4
2-8. Conditions particulières de participation à la consultation (à adapter) .....	4
2-9. Clause sociale d'insertion obligatoire .....	5
2-10. Clauses environnementales .....	5
Article 3. : Déroulement de la consultation .....	5
3-1. Composition et modes de retrait du dossier de consultation (à adapter) .....	5
3-2. Modifications de détail au dossier de consultation .....	6
3-3. Renseignements complémentaires .....	6
3-4. Visites du site des travaux .....	6
3-5. Dossier de candidature et d'offre à remettre par le candidat .....	6
➤ Exigences liées à l'insertion de clauses environnementales : ...	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3-6. Modalités d'envoi ou de remise du dossier de candidature et d'offre .....	9
Article 4. Examen et sélection des candidatures, jugement et classement des offres .....	11
4-1. Examen et sélection des candidatures .....	11
4-2. Jugement et classement des offres .....	11
Article 5. Documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motif d'exclusion- mise au point des marchés .....	14
Article 6. Abandon de la procédure .....	15

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

## Préambule

Dans la suite du présent document :

- L'acheteur est désigné par l'acronyme RPA signifiant Représentant du Pouvoir Adjudicateur.
- Le code de la commande publique peut être désigné par l'abréviation CCP.

## **Article 1 : objet de l'opération et de la consultation**

**L'opération** décrite dans le programme vise à définir les travaux et prestations attendues pour la sécurisation et la rénovation des façades de l'ensemble du bâtiment. L'opération prévoit également la reprise des fixations des volets ainsi que la réparation des modénatures des balcons.

L'opération devra donc prendre en compte la restauration-rénovation des façades (pierre de taille, enduit) conformément aux conclusions du rapport de solidité élaboré par SOCOTEC en date du 31/01/2024 (annexe 2).

Les préconisations sont des minimums, le maître d'œuvre fera son propre diagnostic des désordres pour établir son projet.

En plus de ces travaux de réparation des dégâts constatés et afin de profiter de la mise en place d'échafaudage, l'opération prendra en compte le ravalement des enduits et le nettoyage des pierres de taille.

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie 'opération de réhabilitation de bâtiment'.

Les travaux, objet de la présente consultation, relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage en valeur juin 2025, est de 100 000 € HT.

**La présente consultation concerne la passation du marché de maîtrise d'œuvre** relatif à cette opération.

La mission de maîtrise d'œuvre est décrite dans le marché joint elle comprendra 6 phases. En référence aux articles R2431-19 à R.2431-23 du CCP et à l'arrêté du 22 mars 2019, elle comprendra les éléments suivants :

- Phase 1 : assistance à la mise au point du programme ;
- Phase 2 : avant-projet, projet et constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- Phase 3 : analyse des offres ;
- Phase 4 : préparation de chantier ;
- Phase 5 : direction de l'exécution des travaux ;
- Phase 6 : réception des travaux
- Phase 7 : Suivi de la garantie de parfait achèvement.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application

Les frais induits par ces obligations ne seront pas individualisés mais seront compris dans le montant global de l'offre et repartis dans le chiffrage des éléments de mission

## **Article 2. Conditions de la consultation**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L2123-1 et R 2123-1 à 7 du code de la commande publique.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations ne sont pas alloties (articles L2113-10 et R2113-1 du code de la commande publique). Elles ne concernent qu'une catégorie de service.

### **2-3. Nature de l'attributaire - compétences demandées**

Les pièces du marché ont été élaborées pour un prestataire unique. Si le candidat souhaite co-traiter ou sous-traiter. Il devra le signaler pendant le délai prévu pour les demandes de renseignements. Des pièces réglementaires adaptées seront alors envoyées à tous les concurrents.

### **2-4. Variantes à l'initiative de l'entreprise**

*(Art R2151-9 du code de la commande publique.).*

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

### **2-5 Variantes demandées par le RPA**

*(Art R2151-10 du code de la commande publique.).*

Sans objet

### **2-7. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres sera de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée en première page du présent règlement ou en cas de négociation, à compter de la date fixée pour la remise des propositions négociées.

### **2-8. Conditions particulières de participation à la consultation**

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat (art R2142-4 du code de la commande publique)

Une société ne pourra être mandataire de plus d'un groupement (art R2142-23 du code de la commande publique)

Un candidat ne pourra pas présenter plusieurs candidatures ou plusieurs offres en agissant la fois en qualité de :

- Candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- Membre de plusieurs groupements,

(Articles R2142-21 et R2151-7 du code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-26, « dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci. »

## **2-9. Clause sociale d'insertion obligatoire**

Sans objet

## **2-10. Clauses environnementales**

Le Ministère de la Justice est engagé dans une politique volontariste en matière de Clauses environnementales.

Le marché de maîtrise d'œuvre comporte une obligation de prendre en compte cet enjeu par le biais de clauses à insérer dans les contrats de travaux ou/et comme critères de jugement des offres travaux.

Nota : La 'prise en compte de l'enjeu environnemental' par le candidat sera l'un des critères de la notation des offres de maîtrise d'œuvre.

## **Article 3. : Déroulement de la consultation**

### **3-1. Composition et modes de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation fourni par le RPA au candidat comprend les documents suivants :

n°	Libellé
01	Avis de Marché
02 - 0	Règlement de Consultation (RC)
02 – 1	Lettre de candidature
02 – 2	Déclaration du candidat
03 – 1	Marché candidat individuel
04 - 0	Le programme de l'opération
04 - 1	Annexe 1 : diagnostic SOCOTEC
04 - 2	Annexe 2 : repérage des désordres
04 - 3	Annexe 3 : Rapport de repérage amiante du 01-12-2022
04 - 4	Annexe 4 : Rapport de repérage amiante du 10_04_2019

**Après constitution de l'AVP et en fonction des travaux prévus le maître d'ouvrage procédera à un nouveau repérage amiante si besoin**

Le retrait du dossier de consultation par le candidat se fait exclusivement par téléchargement sur la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>, via la référence :« **DI\_NCY\_MOE\_FACADES\_CHAUMONT** ». Le candidat renseignera ses coordonnées sur la PLACE, avec notamment une adresse électronique de la société non personnelle afin que les messages qui lui seraient envoyés puissent être lus par plusieurs personnes, l'adresse postale et les numéros de téléphone.

**L'attention du candidat est appelée sur le fait que cette adresse électronique doit être active pendant toute la durée de la procédure. Elle sera utilisée par le maître d'ouvrage pour toutes les communications (demande de pièces, négociation, notification de décision ...).**

### **3-2. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci seront communiquées à tous les candidats ayant téléchargé ou reçu au plus tard 6 jours avant la date limite fixée en première page du présent RC. Ils devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, cette date limite est reportée par le RPA, la disposition précédente sera applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3-3. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire une demande via les fonctionnalités de PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), au plus tard 10 jours avant la date limite fixée en première page du présent RC, il recevra en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme au plus tard 6 jours avant la date limite fixée en première page du présent RC. Cette réponse sera adressée simultanément à tous les candidats ayant téléchargé le dossier.

### **3-4. Visites du site des travaux**

Une visite facultative du site des travaux sera organisée. Deux dates sont proposées :

- le 27 mai 2025 à 10h30 ;
- le 05 juin 2025 à 10h30.

Les candidats devront confirmer leur choix de date, **au minimum la veille avant 12h**, par mail à l'intention de :

**M. Thierry FABRE, chef de projets au Département Immobilier de Nancy, représentant le maître d'ouvrage :**  
**[thierry.fabre@justice.gouv.fr](mailto:thierry.fabre@justice.gouv.fr)**

### **3-5. Dossier de candidature et d'offre à remettre par le candidat**

Les candidats ou soumissionnaires fourniront une traduction en français de tous les documents rédigés dans une autre langue. (R2143-16 et R2151-12 du code de la commande publique)

Le dossier de candidature et d'offre à remettre par le candidat sera composé d'un sous-dossier de candidature et d'un sous-dossier d'offre.

En cas de groupement il est rappelé que les candidatures et offres seront présentées soit par l'ensemble des membres soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. (art R2142-23 du code de la commande publique)

### **3-5.A – Sous-dossier de candidature**

Le sous-dossier de candidature permettra au RPA d'examiner les candidatures conformément à l'article R2144-1 du CCP. Il pourra être présenté sous les deux formes suivantes :

**Nota : Quel que soit le choix du candidat, tous les documents et renseignements exigés au niveau de la candidature dans l'article 3-5.A.1 'forme standard' doivent être fournis dans le dossier de candidature.**

#### **3-5.A.1 une forme standard : comprendra :**

- La **lettre de candidature** pour chaque candidat individuel ou chaque groupement
- La **déclaration du candidat** pour chaque candidat individuel ou chaque membre de groupement (\*)

**Il est demandé d'utiliser les cadres fournis et partiellement pré-remplis de ces formulaires et de les compléter en totalité sans les modifier.**

(\*) Chaque candidat, **qu'il soit individuel ou membre d'un groupement**, annexera à la **déclaration du candidat** les pièces suivantes :

#### ➤ **Au titre de la rubrique E (capacité économique et financière) :**

Si le candidat est dans l'impossibilité de compléter le tableau de la rubrique E1 relative au chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices, tout document considéré comme équivalent par le RPA justifiant de sa capacité financière vis-à-vis de l'exécution des travaux du lot pour lesquels il se porte candidat et notamment une déclaration bancaire appropriée ou une attestation d'assurance des risques professionnels pertinente.

#### ➤ **Au titre de la rubrique F (capacités techniques et professionnelles du candidat) :**

- Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance de ses personnels d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des personnels d'encadrement
- Le candidat justifiera qu'il dispose des compétences en maîtrise d'œuvre minimum suivantes eu égard aux principales catégories de travaux de l'opération :

Travaux de rénovation de façades pierre et enduit situées en secteur patrimonial remarquable (SPR) / aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

La preuve de la capacité du candidat dans ce domaine peut être apportée par la présentation d'une liste de références d'opérations récentes (réception des travaux < trois ans), détaillées (date, objet précis, coordonnées du maître d'ouvrage, etc.) correspondant à des missions de maîtrise d'œuvre identique sur des travaux de technicité équivalente à celle prévue au présent marché (seront appréciées les références de chantiers exécutés en secteur SPR/AVAP).

Les références les plus importantes devront être accompagnées d'attestations de bonne exécution. Ces attestations indiquent les prestations réalisées, le montant du marché, la date, le lieu d'exécution et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin. Elles seront signées des maîtres d'ouvrage concernés ou, à défaut, attestées par une déclaration du candidat. (Joindre une feuille annexe si nécessaire)

- **Au titre de la rubrique G (sous-traitance) et pour chaque opérateur économique désigné** le candidat justifiera de leurs capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, en rapport avec les prestations sous-traitées, en fournissant, en annexe :
- La nature et le montant prévisionnel des prestations à sous-traiter ;
  - Les renseignements prévus au paragraphe E et F ci-dessus relatifs aux capacités économiques, financières, techniques et professionnelle ;
  - L'engagement de l'opérateur économique prouvant que ce dernier met à la disposition du candidat ces capacités pendant toute la durée d'exécution du marché.

### **3-5.A.2 un document unique de marché européen (DUME) - art R 2143.4 du CCP :**

Ce Dume sera établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne.

**Les documents et renseignements exigés au niveau de la candidature –art 3-5.A.1 ci-dessus qui ne peuvent être fournis via le DUME doivent impérativement être fournis en sus du DUME dans le dossier de candidature.**

### **3-5.B–Sous-dossier d'offre**

Le sous-dossier d'offre (également appelé « offre » dans le présent RC) comprendra certaines pièces du marché qui permettront au RPA de noter la proposition dans les conditions précisées à l'article 4 ci-après.

Ces pièces sont les suivantes :

- **Le marché et son annexe n° 1 :** Suivant sa nature : candidat individuel, groupement solidaire, groupement conjoint, le soumissionnaire complètera le formulaire correspondant fourni. Il joindra un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal. L'attention du soumissionnaire est attirée sur les points suivants :
- En cas de groupement conjoint, le candidat complètera obligatoirement les deux tableaux de l'annexe n°1 relatifs au détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants et à la répartition de la rémunération par élément de mission et par cotraitant ;
  - En cas de groupement solidaire, le candidat complètera obligatoirement le tableau de l'annexe n°1 : répartition de la rémunération par élément de mission et par cotraitant



Nota actuellement les pièces du marché ont été élaborées pour un prestataire unique. Si le candidat souhaite co-traiter ou sous-traiter. Il devra le signaler pendant le délai prévu pour les demandes de renseignements. Les pièces réglementaires adaptées seront alors envoyées à tous les concurrents.

➤ **Le mémoire justificatif et explicatif de l'offre** : il sera établi par le candidat et comportera les quatre rubriques ci-dessous

1 - l'organisation mise en place pour réaliser le marché, les qualifications et l'expérience de la ou des personnes assignée (s) à l'exécution des prestations prévues, pour la phase conception et suivi de travaux

2 - le justificatif de la proposition de rémunération au regard de l'étendue de la mission et de son degré de complexité.

3- le candidat décrira, succinctement, les modalités de prise en compte des contraintes et exigences décrites aux paragraphes 4.1, 4.2, 4.3 du programme de l'opération et notamment les items suivants :

- Contrainte SPR/AVP
- Travaux en site occupé
- Planning et phasage proposés

4- Le candidat expliquera comment il a prévu de prendre en compte l'enjeu environnemental eu égard aux exigences en la matière décrites à l'article 4.4 du programme de l'opération

**L'attention des candidats est attirée sur la nécessité :**

- × De remettre un mémoire synthétique (5 pages maximum conseillé) conforme à la présentation indiquée ci-dessus ;
- × D'éviter les documents trop généraux ;
- × De veiller à la clarté et à la cohérence des documents ;
- × De veiller en cas de groupement à remettre des documents communs et non la somme des documents propres à chaque membre du groupement.

### **3-6. Modalités d'envoi ou de remise du dossier de candidature et d'offre**

#### **3-6.A – Dossier de candidature et d'offre remis par échange électronique sur la PLACE (Plateforme des Achats de l'État)**

Le dossier de candidature et d'offre sera transmis obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique «DI\_NCY\_MOE\_FACADES\_CHAUMONT»

La transmission respectera les modalités précisées, par PLACE, par l'arrêté du 31 mars 2019 qui est décrit et complété par les conditions suivantes :

- Lors de la première utilisation de la PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

- Les dossiers de candidature et offre seront transmis en une seule fois. Si plusieurs dossiers sont successivement transmis par un même soumissionnaire, seul sera ouvert le dernier dossier reçu au plus tard à la date et à l'heure limites fixées en première page du présent RC (article R 2151-6 du code de la commande publique)
- Les dossiers dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le RPA ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les dossiers seront réputés n'avoir jamais été reçus.
- La durée de la transmission du dossier de candidature et d'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont bien utiles à la compréhension de sa candidature et de son offre.
- Les documents à fournir, conformément à l'**article 3.5 de ce règlement**, devront l'être sous forme de fichiers informatiques. Seuls les formats de types pdf, dxf, ppt, doc, docx, xls,xlsx, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

### 3-6.B Copie de sauvegarde :

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres (Art R2132-11 du code de la commande publique).  
L'envoi de la copie de sauvegarde par voie électronique n'est pas autorisé.  
Elle sera transmise à l'acheteur uniquement sur support papier ou sur support physique électronique. La transmission doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ». Il sera transmis par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé entre 9 h et 12 h et 14 h et 16 h à l'adresse ci-dessous, contact téléphone : 03.54.95.31.52

Il portera les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;"> <b>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</b>  <b>DÉPARTEMENT DE L'IMMOBILIER DE NANCY</b>  Délégation Interrégionale Grand Est - à l'attention de M. Thierry FABRE  20 boulevard de la Mothe - CS 70005 54 002 NANCY CEDEX </p> <p> <b>Marché de maîtrise d'œuvre relatif à la rénovation des façades de l'UEMO de Chaumont</b> </p> <p> Nom du candidat ou du mandataire du groupement : ..... </p> <p style="text-align: center;"> <b>Copie de Sauvegarde</b> </p>
--

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier de

candidature et d'offre transmis par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée

2° Lorsque le dossier de candidature et d'offre électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission du dossier de candidature et d'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise du dossier de candidature et d'offre.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

## **Article 4. Examen et sélection des candidatures, jugement et classement des offres**

Les dossiers (candidatures et offres) remis après la date et l'heure limites fixées en première page du présent RC, sont éliminés. (Articles R2143-2 et R2151-5 du CCP).

### **4-1. Examen et sélection des candidatures**

Le maître d'ouvrage vérifie la présence des pièces et informations demandées à l'article 3.5.A ci-dessus.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de redemander les pièces ou informations manquantes conformément à l'article R 2144-2 du code de la commande publique.

Cette demande pourra, éventuellement, être réalisée dans le courrier de négociation de l'offre (art 4.2).

Après analyse des pièces reçues, seront déclarées irrecevables les candidatures :

- Dont le candidat se trouve dans un cas d'exclusion listé à l'article R2143-3, 1° du CCP ;
- Dont le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur en termes :
  - De non-fourniture des pièces et informations demandées à l'article 3.5.A ci-dessus
  - De niveaux de capacités techniques et professionnelles minimum demandées qui seront appréciées au vu des pièces et informations fournies en réponse à l'article 3.5.A ci-dessus ;
- Dont le candidat aurait fourni de faux renseignements ou documents ;
- Dont le candidat ne peut produire dans les délais impartis : les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

#### **Phase 1 :**

Les offres sont analysées au vu des éléments fournis et classées en différentes catégories : irrégulières, inacceptables, inappropriées, anormalement basses ou valides.

- **L'offre irrégulière** (Art L2152-2 du CCP) est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation en particulier parce qu'elle est incomplète :
  - Notamment lorsqu'une des deux pièces essentielles de la proposition (AE et mémoire) est absente ou significativement non conformes - absence de montant de l'offre, d'une ou de plusieurs des 4 rubriques du mémoire,
  - Ce peut également être une offre qui méconnaît la législation applicable, notamment en matière sociale et environnementale.
- **L'offre inacceptable** (Art L2152-3 du CCP) est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **L'offre inappropriée** (art L2152-4 du CCP) est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.
- **L'offre 'anormalement basse'** (art L2152-5 du code de la commande publique)
- **L'offre 'valide' est une offre** qui ne fait pas partie d'une des catégories ci-dessus.

## **Phase 2 :**

- Les offres **inappropriées** sont éliminées.
- Les offres **anormalement basses** font l'objet d'une demande de justificatifs conformément à l'article R2152-3 du code de la commande publique. En fonction des éléments fournis, l'offre sera, soit rejetée, soit réintégrée à la première phase.

## **Phase 3 :**

- À ce stade, une négociation est prévue avec les candidats ayant présenté des offres valides, irrégulières et inacceptables. Cette négociation permettra éventuellement de rendre recevable et valide, respectivement des candidatures ou des offres incomplètes.
- Néanmoins au vu des propositions, le RPA se réserve la possibilité d'éliminer les offres inacceptables et irrégulières et d'attribuer le marché sur les bases des offres valides initiales sans négociation (art R2123-5 du code de la commande publique);

## **Phase 4 :**

- A l'issue de l'éventuelle négociation prévue au 3 ci-dessus, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

## **Phase 5 :**

- Pour les offres 'valides', le RPA attribuera une note par critère d'attribution (valeur technique et prix) et la note finale sera obtenue en fonction des modalités de calcul ci-dessous :

Critères d'attribution	Coefficient de pondération
<p>Pour le critère « <b>valeur technique</b> », une note Nvt sur 100 sera attribuée à chaque offre. Elle sera obtenue en additionnant le nombre de points attribués à chacune des rubriques du mémoire dont le contenu est précisé à l'article 3-5.B du présent RC :</p> <p><b>Rubrique 1 : organisation mise en place 40 points</b></p> <p><b>Rubrique 2 : justificatif de la proposition de rémunération 20 points</b></p> <p><b>Rubrique 3 : Description des modalités de prise en compte des contraintes et exigences du programme : 40 points</b></p>	50,00 %
<p><b>Rubrique 4 : Prise en compte de l'enjeu environnemental</b></p>	10,00%
<p>Pour le critère « <b>prix</b> », une note Np sur 100 sera attribuée à chaque offre selon l'application d'une formule mathématique :</p> $Np = 100 * (1 - \frac{\text{prix de l'offre} - \text{prix de l'offre moins disante}}{\text{prix de l'offre moins disante}})$ <p>Sous réserve qu'elle ne soit pas anormalement basse, l'offre moins disante obtiendra la note de 100. Les offres supérieures à deux fois le montant de l'offre moins disante obtiendront la note de 0.</p>	40,00 %

Afin de conserver le poids relatif des critères de sélection, après que chaque offre ait été notée individuellement, la meilleure note du critère technique et du critère environnemental sera portée à 100 et les notes suivantes seront portées selon une règle de 3 à une valeur par référence à la meilleure note.

La note finale Nf de chaque offre sera obtenue par l'application de la formule suivante :

$$Nf = 0,5Nvt + 0,1Ne + 0,4Np$$

Les notes obtenues en application des formules ci-dessus (sans arrondi des calculs intermédiaires) sont arrondies à un nombre comportant deux décimales selon la règle suivante :

- Si la troisième décimale du nombre obtenu en application de la formule est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la deuxième décimale est inchangée ;
- Si la troisième décimale du nombre obtenu en application de la formule est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Les offres seront ensuite classées par ordre décroissant selon leur note finale. L'offre la mieux classée, considérée comme économiquement la plus avantageuse, est sélectionnée par le RPA.

## **Article 5. Documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motif d'exclusion- mise au point des marchés**

### **5-1. Documents justificatifs**

Conformément aux articles R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs ci-dessous à la condition que ces documents puissent être obtenus directement et gratuitement par le maître d'ouvrage par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Le dossier de candidature remis par le candidat précisera dans ce cas toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Conformément à l'article R.2143-14 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Pour le candidat susceptible d'être retenu, le maître d'ouvrage fera le bilan des éléments fournis avec la candidature ou disponibles par ailleurs et enverra, si nécessaire, un message via PLACE, lui demandant de régulariser ou compléter sa candidature selon les conditions ci-dessous :

- Sous réserve des cas prévus à l'article R.2143-10, **les pièces prévues aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique**, et si le candidat ne les a pas déjà fournis :
  - Les pièces demandées au L.2141-2 et R.2143-7 du code de la commande publique et dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2019 :
    - Les certificats délivrés par les administrations fiscales dont relève le demandeur qui, en fonction du statut du candidat, attestent de la souscription des déclarations et du paiement de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur. (Attestation liasse 3666 ou équivalent) ;
    - Le certificat délivré par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions attestant de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 datant de moins de six mois. (Attestation de vigilance URSSAF ou équivalent) ;
    - Si le candidat est membre des professions libérales visés au c du 1° de l'article 613.1 du code de la sécurité sociale, les certificats attestant du versement régulier des cotisations légales aux caisses d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité décès ;
    - Si le candidat est soumis, le certificat attestant du paiement aux caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries ;
  - Les pièces demandées à l'article R2143-8 du code de la commande publique :
    - Pour les employeurs établis hors de France : les documents ou attestations prévus aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du code du travail
    - En cas d'emploi de salariés étrangers : les documents ou attestations prévus aux articles D 8254-2 à 5

- Les pièces demandées à l'article R2143-9 du code de la commande publique : liquidation judiciaire, faillite ...
  - Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique
  - Ou s'il est étranger il doit produire un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion.
  - Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

➤ **Les attestations d'assurances de responsabilité civile de droit commun et décennale** visées à l'article 1.6.3 du CCAP.

Pour les certificats, attestations ou tout autre document prouvant qu'une exigence a été satisfaite, l'acheteur accepte tout document équivalent d'un autre État membre de l'Union européenne. – art R2143-5 du CCP.

En outre il sera fourni une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent au titre du présent article.

Le RPA peut demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve. (art R2144-6 du CCP)

## **5-2. Mise au point du marché (art.2152-13 du CCP) :**

Si nécessaire l'acheteur pourra demander au soumissionnaire de modifier, rectifier ou signer les pièces suivantes : l'acte d'engagement, ses éventuelles annexes dont les actes spéciaux de sous-traitance, l'acte d'habilitation du mandataire en cas de groupement, ... La mise au point ne pourra pas avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

## **5-3. Transmission des pièces**

Les pièces prévues au 1° et 2° seront transmises au RPA dans le délai fixé par le courrier envoyé par l'intermédiaire de la plate-forme de l'achat de l'Etat.

Si le candidat ne fournit pas l'ensemble de ces documents dans le délai imparti, son offre et/ou sa candidature sera, suivant les cas, déclarées irrecevables ou irrégulières.

Le RPA présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres visé à l'article 4 ci-dessus.

## **Article 6. Abandon de la procédure**

Le maître de l'ouvrage pourra, à tout moment, déclarer la procédure sans suite. (Article R2185-1)

Dans ce cas, il communiquera, les motifs de sa décision conformément aux dispositions de l'article (article R2185-2 du code de la commande publique).

La déclaration sans suite ne donnera pas lieu à indemnisation des candidats.